



**Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des carrières et de la
rémunération**

**78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP
0149554955**

Note de mobilité

SG/SRH/SDCAR/2019-464

20/06/2019

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 18

Objet : Appels à candidatures : 18 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2^{ème} cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Office national de la Chasse et de la Faune Sauvage :

- 1 poste de chargé(e) d'études et de développement - animateur(trice) régional(e) pour la gestion du loup et du lynx (F/H) (catégorie A) à Gap (05).
Date limite de candidature : 05 juillet 2019.

- 1 poste de chargé(e) d'études et de développement (F/H) (catégorie A ou A+) à Merignac (33).
Date limite de candidature : 12 juillet 2019.

Office national des forêts

- 1 poste de directeur de l'agence études et travaux (F/H) (catégorie A) à Boigny-sur Bionne (45).
Date limite de candidature : 20 juillet 2019.

FranceAgriMer :

- 1 poste d'adjoint chef d'unité promotion à la Direction Intervention (F/H) (catégorie A) à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 09 juillet 2019.

- 1 poste de chargé(e) d'information et d'études économiques filières viandes bovines (F/H) (catégorie A) à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 09 juillet 2019.

Agence française pour la Biodiversité :

- 1 poste de chef du département mobilisation citoyenne (F/H) (Catégorie A/A+) à Vincennes (94).
Date limite de candidature : 07 juillet 2019.

Institut Français du Cheval et de l'Equitation

- 1 poste de responsable du département emploi, compétences et formation (H/F) (Cat A) à Arnac Pommard (19),
Date limite de candidature : 27 juin 2019 .

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses):

- 1 poste de coordinateur d'études et d'appuis scientifiques en risques alimentaires ((H/F) (CDI Cat 2 ou Tit A) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 10 juillet 2019.

- 1 poste de chargé de projet scientifique et technique en entomologie (H/F) (CDI Cat 2 ou Tit A) à Montferrier-sur-Lez (34).
Date limite de candidature : 10 juillet 2019 .

- 1 poste de chargé de mission Emergence en santé travail (H/F) (CDI Cat 1 ou Tit A+) à Maisons-Alfort (94),
Date limite de candidature : 10 juillet 2019.

- 1 poste de chef de projets de recherche en écologie microbienne quantitative (H/F) (CDI Cat 1 ou Tit A+) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 10 juillet 2019.

-1 poste de chef d'unité adjoint Salmonella et Listéria (SEL) (CDI Cat 1 ou Tit A+) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 10 juillet 2019.

Institut National de l'Origine et de la Qualité

- 1 poste de chargé(e) de mission juridique pour les signes d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO). (Cat A) à Maisons-Alfort (93).
Date limite de candidature : 10 juillet 2019.

GIP ADECIA :

- 1 poste de expert long-terme International, responsable de projet de coopération internationale (Conseiller Résident de Jumelage CRJ) (H/F) (catégorie A) Alger, Algérie.
Date limite de candidature : 28 juin 2019.

Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture :

- 1 poste d'ingénieur / ingénieure en spectrométrie UV-Vis-Nir et imagerie hyperspectrale (F/H) (catégorie A) à Montpellier (34).
Date limite de candidature : 4 juillet 2019.

Agence de services et de paiement :

- 1 poste de chef.fe du secteur fonctionnement (F/H) (catégorie A) à Limoges (87).
Date limite de candidature : 04 juillet 2019.

- 1 poste de chef.fe de projet politique et stratégies d'achat (H/F) (catégorie A) à Limoges (87).
Date limite de candidature : 28 juin 2019.

Ministere de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales :

- 1 poste de chargé-e de projet filières (F/H) (catégorie A) à Clermont-Ferrand.
Date limite de candidature : 02 juillet 2019.

L'adjoint à la sous-directrice de la gestion
Des carrières et de la rémunération

Emmanuel Bouyer



La Délégation interrégionale Provence-Alpes-Côte d'Azur - Corse de
L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE



RECRUTE

La politique des ressources humaines de l'ONCFS vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité et à améliorer la représentation des personnes handicapées au sein de ses effectifs.

Chargé(e) d'études et de développement Animateur(trice) régional(e) pour la gestion du loup et du lynx - (F/H)

La Délégation Interrégionale (DIR) PACA Corse, interlocutrice privilégiée des administrations territoriales, coordonne et pilote les services (inter)départementaux (SD / SID) dans les domaines de la police de l'environnement et de la chasse, du développement et participe aux réseaux nationaux et patrimoniaux d'observation de la faune sauvage. Elle est composée de 6 SD, d'1 SID, d'1 cellule administrative et d'1 cellule technique.

Au sein de la Cellule technique (CT), sous l'autorité du Délégué interrégional PACA Corse, l'animateur(trice) régional(e) pour la gestion du loup et du lynx participe à la déclinaison et à la mise en œuvre régionale des orientations du contrat d'objectifs et de performance. Sa mission principale est l'animation régionale du Réseau Loup-Lynx. Il (elle) pilote ses dossiers de manière autonome en relation avec de nombreux partenaires internes et externes.

Nature de l'emploi

Poste situé à Gap (05) - A pourvoir à compter du 15 juillet 2019 - Temps plein - Catégorie A

À pourvoir par un fonctionnaire ou par un agent qui relève du quasi statut de certains établissements de l'environnement.

Profil recherché

Etre titulaire d'un diplôme de niveau I (BAC +5) dans le domaine de l'écologie ou de l'environnement.

Une expérience dans l'animation de réseaux et le portage de dossiers est souhaitée.

Bonne connaissance des sciences de la nature et connaissances expertes de certaines espèces (grands carnivores, loup, lynx).

Connaissance des politiques publiques, acteurs de l'agriculture et de l'environnement, ainsi que du monde cynégétique.

Techniques de conduite de projet et d'ingénierie (élaborations techniques et financières, suivis, animation, évaluations).

Connaissances informatiques : gestion des bases de données, systèmes d'information géographiques (SIG), ...

Capacité à encadrer scientifiquement et techniquement des personnels de terrain géographiquement dispersés.

Capacité à concevoir et suivre des programmes de développement et des protocoles d'études, en lien avec la préservation de la biodiversité.

Capacité à travailler en équipe, à déléguer, à animer, coordonner et à mobiliser les réseaux d'experts et les partenaires institutionnels.

Capacité à vulgariser l'information scientifique et à organiser des actions de communication.

Forte aptitude au dialogue, ouverture d'esprit, sens de la diplomatie, esprit pratique et force de proposition.

Conditions particulières

Poste nécessitant de nombreux déplacements

Grande disponibilité - Travail possible les week-ends.

Activités principales

Gérer le réseau Loup-Lynx en externe au niveau interrégional : animer le réseau de correspondants • Représenter la Délégation au sein des instances départementales et régionales, et des groupes de travail en lien avec le loup et le lynx • Apporter un appui technique aux DDT, préfetures et autres partenaires • Organiser les formations des correspondants et autres acteurs externes sur la thématique du Loup-Lynx.

Animer en interne le réseau Loup-Lynx sur la région PACA : apporter un appui technique et méthodologique aux services départementaux (SD) de l'Office pour la mise en œuvre des orientations nationales au plan interrégional • Organiser et participer aux opérations de suivi et au traitement des données • Assurer l'expertise des indices et le suivi des prélèvements biologiques, centraliser et préparer les échantillons pour la génétique • Rédiger les bulletins du réseau et contribuer à alimenter les supports de communication en collaboration avec l'équipe loup-lynx de la Direction de la recherche et de l'expertise.

Suivi du dossier galliformes de montagne : représenter la DIR au sein de l'Observatoire des Galliformes de Montagne • Assurer le suivi du plan régional d'actions Tétralyre • Assurer un appui aux SD sur la thématique des galliformes de montagne.

Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste,

M. Eric HANSEN, Délégué interrégional PACA Corse, au 04.32.60.60.10 ou par courriel à eric.hansen@oncfs.gouv.fr

Mme Concha AGERO, Déléguée interrégionale adjointe, au 04.32.60.60.10 ou par courriel à concha.agero@oncfs.gouv.fr

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, **au plus tard le 5 juillet 2019**, - terme de rigueur - par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé, accompagnés des trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public. (Dans le cas d'une demande de mutation interne, merci de joindre également le formulaire prévu à cet effet).

Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr



La Délégation régionale Nouvelle - Aquitaine de
L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE

RECRUTE



Chargé(e) d'études et de développement (F/H)

La Délégation régionale Nouvelle-Aquitaine (DR-NA) comprend 12 services départementaux (SD), une cellule technique et une cellule administrative. La cellule technique participe à la déclinaison régionale des orientations nationales du contrat d'objectifs.

La cellule technique (CT), composée de trois ingénieurs et d'un technicien supérieur apporte conseil et soutien aux services départementaux de l'ONCFS, apporte une expertise et un appui technique aux décideurs publics et structures privées en charge de la gestion de la faune sauvage et de ses habitats, développe une expertise en lien avec les unités de recherche, impulse et anime des actions de développement et de communication sur la faune sauvage et ses habitats, en concertation avec les différents usagers de la nature.

A compter du 1er janvier 2020, sera créé l'Office Français pour la Biodiversité (OFB), nouvel opérateur qui assurera la préservation et la restauration de la biodiversité par regroupement des collaborateurs issus de l'Agence française pour la biodiversité (AFB) et de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS). Le renforcement de l'action territoriale figure parmi les priorités du futur OFB.

Au sein de la cellule technique, sous l'autorité du délégué régional, le chargé d'études et de développement pilote des dossiers de manière autonome en relation avec de nombreux partenaires internes et externes.

Nature de l'emploi

Poste Susceptible d'être vacant, situé à Mérignac (33) - A pourvoir à compter du 1er novembre 2019 - Temps plein - Catégorie A

A pourvoir par un fonctionnaire ou un agent titulaire d'un contrat relevant du quasi statut de certains établissements de l'environnement.

Profil recherché

Un diplôme de niveau I BAC + 5) en rapport avec le domaine de l'écologie ou de l'environnement est attendu.

Bonne connaissance des sciences de la nature et connaissance du territoire et des enjeux naturalistes en présence.

Connaissances expertes sur certaines espèces (mustélidés, lutte EEE) et sur les protocoles de suivi mis en œuvre.

Connaissance des politiques publiques, des acteurs agriculture / environnement / cynégétique/milieus humides.

Maîtrise du système d'information géographique (SIG) et de la gestion des bases de données.

Maîtrise de l'Anglais et l'Espagnol.

Forte capacité à rédiger des plans de gestion d'espèces menacées et disposer d'une solide expérience en la matière (PNA...).

Forte capacité à concevoir et suivre des programmes de développement et des protocoles d'études.

Fortes capacités à encadrer, à mobiliser et à négocier.

Aptitude à vulgariser l'information scientifique, à communiquer, à travailler en réseau et à représenter l'établissement.

Aptitude à organiser et animer des journées de formation internes et externes.

Qualités relationnelles, sens du dialogue et de la concertation (nombreux contacts avec divers interlocuteurs, internes et externes).

Grand sens de l'organisation et de l'anticipation.

Conditions particulières

Disponibilité : déplacements régionaux et nationaux – Travail possible les week-ends

Activités principales

Assurer le pilotage scientifique et technique du Plan National d'Action Vison d'Europe en binôme avec l'autre ingénieur de la CT (70%)

Contribuer aux diverses phases du PNA (reconduction, suivi de réalisation, bilan) • Préparer et participer au Comité de pilotage et comité scientifique en lien avec la DREAL coordinatrice • Concevoir la stratégie, les protocoles et assurer la direction technique des prospections Vison d'Europe, des campagnes de lutte contre le Vison d'Amérique, des actions de conservation in situ du Vison d'Europe • Assurer l'appui technique aux opérations expérimentales de reproduction ex situ du centre d'élevage Vison d'Europe de Zoodyssée • Développer des échanges techniques avec les partenaires (locaux, nationaux et internationaux) • Assurer la coopération internationale au titre de l'EEP • Participer à la création de supports de communication • Mettre en place les marchés pour la DRE voire l'ONCFS en collaboration avec la DAF.

Apporter un appui à l'action des services départementaux (SD) en matières d'études et recherches (33/40/47/64) de la DR-NA (10%)

Animer les réseaux thématiques en lien avec les chefs de service et les Interlocuteurs Techniques Départementaux (ITD) en assurant l'interface avec les Unités de recherche de la Direction de la Recherche et de l'Expertise (DRE) • Etablir un cadre d'action départemental annuel en veillant à l'adéquation des objectifs et des moyens et suivre son exécution • Appuyer les SD ou prendre en charge certains dossiers mobilisant des compétences spécifiques (PNA, réserves, faune de montagne Pyrénéenne, relations médias...) • Veiller à la saisie par les SD dans la base dédiée de l'établissement, des données sur la biodiversité et réaliser les requêtes demandées par les SD • Suivre les conventions de collaboration avec les partenaires • Valoriser au niveau régional/départemental les données collectées.

Suivi des réserves gérées ou co-gérées par l'ONCFS (20%)

Représenter la DR-NA dans les Comités de gestion • Suivre les conventions de gestion et les crédits de l'établissement associés • Apporter un appui à l'action des conservateurs et assurer les relations avec les partenaires • Participer (ou piloter selon les sites) à l'élaboration des plans de gestion • Contribuer à la mobilisation des moyens de police de l'environnement du SD concerné, au profit des objectifs fixés pour chaque réserve.

Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste

M. Christophe BAYOU, Délégué régional Nouvelle - Aquitaine par courriel à christophe.bayou@oncfs.gouv.fr

M. Yann DE BEAULIEU, Adjoint au délégué régional, Responsable de la Cellule technique, par courriel à yann.de-beaulieu@oncfs.gouv.fr

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, **au plus tard le 12 juillet 2019**, - terme de rigueur - par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé, accompagnés des trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public. (Dans le cas d'une demande de mutation interne, merci de joindre également le formulaire prévu à cet effet).

Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation.

**OFFICE NATIONAL DES FORETS
Direction Territoriale Centre Ouest Aquitaine
Parc Technologique
Orléans Charbonnière
BP 18
45760 BOIGNY SUR BIONNE**

Directeur de l'Agence Etudes et Travaux

N° du poste : 12368- Numéro Epicéa :

Catégorie : A : IGPEF - ICPEF- IPEF - IDAE – IAEHC - Attaché HC - Attachés principaux -

Localisation : Boigny-sur-Bionne (45)

**Cotation parcours professionnel : Cotation part fonction PFR :
A4**

Poste vacant au 01/09/2019

Présentation de l'environnement professionnel

La DT Centre Ouest Aquitaine regroupe, outre les services fonctionnels de la DT (RH, PSI, MCBS et ACS), 8 agences territoriales et une agence Études et Travaux. L'agence Études et Travaux de la DT Centre Ouest-Aquitaine couvre 4 régions : Nouvelle Aquitaine, Bretagne, Pays de Loire et Auvergne Rhône-Alpes mais dont les massifs sont gérés par l'Agence Territoriale de la DT Centre Ouest-Aquitaine. 925 personnes ont en charge la gestion de 535 000 ha de forêts. La DT Centre Ouest-Aquitaine partage quatre contextes biogéographiques : la chène (la façade atlantique), le plateau landais et la montagne.

L'agence Travaux de la DT COA compte 7 UP et deux ateliers Bois. L'effectif mo de 250 OF encadrés par 25 conducteurs de travaux dans des bassins d'emploi Elle compte également environ 12 chefs de projet Le chiffre d'affaires annuel est de 24 millions d'€ dont 5 d'activités convent travaux est fortement mécanisée. Les UP couvrent généralement une région adr avec une agence territoriale. Le siège de l'agence travaux est à la DT à Boigny su

Objectifs du poste

Atteinte des objectifs fixés au contrat passé entre la direction territoriale Centre-O

- Maintien d'une forte présence de l'AETX sur les études et travaux domani
- Mise en œuvre d'un volume de travaux en sous-traitance
- Développement d'une activité études notamment l'expertise arbre
- Maintien des travaux concurrentiels

Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter

Organisation, régulation et suivi de l'activité au sein de l'agence, en particuli route avec les unités de production.

Accompagnement des équipes sur le terrain.

- Management des personnels de l'agence.
- Gestion de la relation avec les structures internes de production.
- Gestion des relations avec les agences territoriales.
- Participation aux instances représentatives du personnel (CSE, CSSCT, réunions
- Relations externes avec les clients stratégiques
- Forte disponibilité personnelle indispensable pour accompagner des déplacem découchés

Champ relationnel du poste

Ensemble de la direction territoriale

Compétences liées au poste

SAVOIRS

- Connaissances techniques
- Qualités relationnelles et disponibilité.
- Parfaite connaissance des

SAVOIR-FAIRE

- Compétences en animation et management d'équipe
- Capacités de dialogue et de négociation.

	processus métiers et du fonctionnement de l'ONF	- Simplifier et donner du sens
Personne contacter	à	M. Yves DUCOS, directeur territorial Centre Ouest Aquitaine yves.ducos@onf.fr Tél: 02 38 65 47 01 Portable: 06 09 90 33 54

Ministère de l'agriculture et de l'alimentation

FranceAgriMer (siège)

12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 Montreuil cedex

Direction des Interventions / Service Programmes Opérationnels et Promotion / Unité Promotion

Emploi : adjoint au chef d'unité

N° appel à candidature :	Catégorie : A/A+
Cotation parcours pro. : 2	Cotation part fonction IPF : 3
Poste vacant	Localisation : Montreuil (93) – Proche métro ligne 1 Saint Mandé
Présentation de l'environnement professionnel	<p>FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.</p> <p>Ses principales missions consistent à :</p> <ul style="list-style-type: none">- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens. <p>Dans le cadre de la politique agricole commune (PAC), la direction des interventions de FranceAgriMer a en charge différents dispositifs d'aide à la promotion.</p> <p>L'unité promotion, composée de 35 personnes, assure ainsi la mise en œuvre du dispositif d'accompagnement des viticulteurs et des négociants dans leur développement commercial à l'export, mais également du dispositif de promotion générique pour toutes les filières agricoles.</p>
Objectifs du poste	<p>En lien direct avec le chef d'unité, le titulaire du poste organise et coordonne l'action des agents de l'unité pour la mise en œuvre opérationnelle des dispositifs de promotion.</p>
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<ul style="list-style-type: none">• Anticiper et préparer, en liaison avec le chef d'unité et les responsables de pôle de l'unité, la gestion des mesures et le paiement des aides• Coordonner le développement et les évolutions des outils informatiques permettant de gérer les dispositifs de promotion• Coordonner et organiser la mise en œuvre de ces mesures avec les autres services de l'établissement• Organiser et suivre le déroulement des opérations administratives, l'instruction, la supervision et l'ordonnancement des montants à payer• Garantir le respect des procédures et obligations réglementaires• Participer aux travaux sur les évolutions réglementaires nationales ou communautaires avec le MAA et les représentants de la filière• Répondre aux missions de contrôles internes et externes, aux demandes du ministère ou de l'UE
Champ relationnel du poste	<ul style="list-style-type: none">• Au sein de FranceAgriMer : service des contrôles, agence comptable, service informatique• Entreprises et interprofessions agricoles demandeurs de l'aide à la promotion• Ministère de l'agriculture et de l'alimentation• Corps de contrôle et de certification

Compétences requises pour le poste	Savoirs / Connaissances	Savoir-faire / Maîtrise
	<ul style="list-style-type: none"> • Connaissance des grands principes du droit européen 	<ul style="list-style-type: none"> • Capacité à manager une équipe • Maîtrise des outils bureautiques • Conduite de projet • Rigueur dans la conception et la mise en œuvre de procédures • Capacité à respecter les délais • Esprit de synthèse
Personnes à contacter	<p>Thierry JANVIER, chef du service programmes opérationnels et promotion ↳ : 01 73 30 29 80 ✉ : thierry.janvier@franceagrimer.fr</p> <p>Marie TOUVAIS, chef de l'unité promotion ↳ : 01 73 30 22 02 ✉ : marie.touvais@franceagrimer.fr</p> <p>Williams CAMPOS SUAREZ, adjoint à la cheffe du service des ressources humaines ↳ : 01.73.30.22.66 - mobilite@franceagrimer.fr</p>	

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Un comité d'action sociale propose des activités culturelles et sportives et met en place des actions sociales.

La crèche inter-entreprises « Gazouillis » accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

Enfin, une salle de sport et un service de restauration interne seront à votre disposition au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé.

DATE LIMITE DE DEPOT DE CANDIDATURE : 9 juillet 2019

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

FranceAgriMer

12 rue Henri Rol Tanguy - TSA 20002 - 93555 Montreuil Cedex

**Direction Marchés, études et prospective
Service Analyse économique des filières / Unité Elevage**

Chargé(e) d'information et d'études économiques filières viandes bovines

N° d'appel à candidature : 19 104	Catégorie : A
Classement parcours professionnel : 1	Groupe RIFSEEP : 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat
Poste vacant	Localisation : Montreuil (93)
Présentation de l'environnement professionnel	<p>FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.</p> <p>Ses principales missions consistent à :</p> <ul style="list-style-type: none">- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens. <p>La Direction Marchés, études et prospective a pour mission de recueillir, de traiter et de diffuser des informations et des analyses économiques sectorielles, de développer des approches et des outils transverses. Elle travaille en réseau avec les services des ministères chargés de l'agriculture et de la pêche, de l'économie et de l'environnement, les professionnels des filières et les services territoriaux.</p> <p>Au sein du service Analyse Economique des Filières et Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires (OFPM), l'unité Elevage regroupe 10 personnes, chargées du pilotage et de la gestion des dispositifs de recueil de données économiques (enquêtes laitières, cotations viandes), du suivi de la conjoncture et de l'analyse des marchés sur l'ensemble des filières animales terrestres et de la conduite d'études économiques spécialisées sur les secteurs des productions animales (laits et viandes).</p>
Objectifs du poste	<ul style="list-style-type: none">• Assurer le suivi économique des filières viandes bovines – connaissance, à un niveau d'expertise reconnue, des marchés et de leurs déterminants techniques, structurels et économiques ;• Contribuer aux travaux de l'OFPM sur la décomposition des prix et des marges aux différents stades des filières viandes bovines ;• Participer à l'élaboration du programme d'études, organiser et suivre son exécution technique et budgétaire ; piloter les études (en interne et avec prestataire) ;• Valoriser les études et travaux de l'Unité : formations, conférences, présentations, articles, publications,...
Missions et activités principales	<ul style="list-style-type: none">• Acquérir des informations, analyser des données, élaborer et rédiger des notes de synthèse et des supports de présentation ;• Veiller à la pertinence, la qualité et la fiabilité des données produites et des informations de conjoncture diffusées ;• Participer aux travaux de l'Observatoire de la formation des prix et des marges sur la décomposition des prix et des marges aux différents stades des filières viandes bovines.• Organiser la diffusion de l'information économique notamment au travers de publications récurrentes et de présentations ;• Effectuer des présentations orales devant les Conseils Spécialisés ou autres instances de l'Etablissement ;• Contribuer à répondre aux demandes d'information de la direction générale, des services de l'Etat, de l'Union européenne et des familles professionnelles ;• Participer à l'élaboration du programme d'études, organiser et suivre son

	exécution technique et budgétaire ;	
	<ul style="list-style-type: none"> • Piloter des études (en interne et avec prestataire) ; • Valoriser les études et travaux de l'Unité : formations, conférences, présentations, articles, publications, etc. 	
Champ relationnel du poste	Interne à FranceAgriMer : toutes Directions et Services, et particulièrement les délégués filières, les unités marchés et budget. Ministère Agriculture : bureaux produits, directions et services régionaux Europe et International : administrations et autres. Professionnels : organisations professionnelles et interprofessionnelles des filières viandes bovines Enseignement recherche : établissements supérieurs	
Compétences liées au poste	Savoirs / Connaissances	Savoir-faire / Maîtrise
	Connaissance du contexte professionnel agricole et agroalimentaire, de l'organisation des filières Bonnes connaissances en économie générale et commerce international Anglais lu, écrit, parlé	Maîtriser les techniques de rédaction, de présentations orales et écrites et de communication Maîtriser les outils bureautiques et statistiques, notamment les logiciels de traitement de données et de bases de données
Contraintes du poste :	Pas de contraintes particulières	
Poste clé¹ :	Oui	Non x
Poste à caractère sensible² :	Oui	Non x
Poste à privilèges³ :	Oui	Non x
Délégation de signature :	Oui	Non x
Personnes à contacter	<p>Anne-Marie MATHERAT - cheffe de l'Unité élevage 01 73 30 23 22 anne-marie.matherat@franceagrimer.fr</p> <p>Philippe PAQUOTTE – adjoint au chef du service Analyse économique des filières et OFPM 01.73.30.33 28 philippe.paquotte@franceagrimer.fr</p> <p>Williams Campos, Adjoint à la Cheffe du service des ressources humaines mobilite@franceagrimer.fr - Tél : 01.73.30.22.66</p>	

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Un comité d'action sociale propose des activités culturelles et sportives et met en place des actions sociales.

La crèche inter-entreprises « Gazouillis » accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

Enfin, une salle de sport et un service de restauration interne seront à votre disposition au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé.

DATE LIMITE DE DEPOT DE CANDIDATURE : 9 JUILLET 2019

1 Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

2 Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

3 Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent titulaire d'un CDI régi par le quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A/A+
Fonction :	Chef du département mobilisation citoyenne (h/f)
Affectation :	Direction de la communication et de la mobilisation citoyenne (DICOMOB)/Département mobilisation citoyenne
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité de la directrice de la communication et de la mobilisation citoyenne
Résidence administrative :	Vincennes (94)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :

L'Agence française pour la biodiversité créée le 1^{er} janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

Au premier janvier 2020, l'Agence française pour la biodiversité (AFB) et l'Office national de chasse et de la faune sauvage (ONCFS) seront regroupés pour former un nouvel établissement : l'Office français de la biodiversité (OFB).

L'Agence vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

En matière d'espaces protégés, elle gère notamment les parcs naturels marins et le sanctuaire de mammifères marins Agoa aux Antilles. Les parcs nationaux sont rattachés à l'Agence, des synergies fortes sont mises en place avec eux.

En outre pour l'exercice de ses missions, l'AFB va être mobilisée durant les deux années à venir par l'actualité relative à la biodiversité avec la mise en œuvre du plan interministériel biodiversité 2018/2020 et, l'accueil par la France du Congrès international de la nature (UICN) à Marseille en juin 2020.

L'ambition est de faire monter le sujet biodiversité dans l'opinion publique et de situer les enjeux de biodiversité au même niveau que ceux des enjeux climatiques en 2020 et au-delà.

La Direction de la communication et de la mobilisation citoyenne (DICOMOB) définit, pilote et met en œuvre la politique de communication interne et externe de l'Agence, elle impulse et coordonne sa politique de mobilisation citoyenne. La finalité de son action est de concourir à l'émergence du sujet « biodiversité » dans la société.

Le département mobilisation citoyenne propose, coordonne et accompagne la politique de mobilisation citoyenne de l'AFB. On entend par mobilisation citoyenne, le continuum de d'activités suivant : information, communication, sensibilisation, éducation et participation du public. Cette politique vise à créer une relation particulière entre les citoyens et l'AFB pour favoriser leur implication dans la gouvernance des politiques publiques de biodiversité et des comportements favorables à la préservation de la biodiversité. D'autre part elle vise à contribuer à faire émerger une dynamique d'engagement des citoyens en faveur de la biodiversité.. Cette politique se met en œuvre grâce à des actions particulières du département (campagnes de sensibilisation et de communication, tour de France des festivals, ateliers de co-construction citoyenne, aires marines et terrestres éducatives...), des actions des entités de l'AFB, le soutien à des projets portés par des partenaires.

Outre le chef de département, le département comprend une responsable de sensibilisation, une responsable de communication et de mobilisation, une responsable de mobilisation, une responsable de l'éducation à l'environnement et au développement durable, un responsable des aires marines et terrestres éducatives.

Description du poste :

Mission :

Elaborer, piloter, mettre en œuvre et évaluer la stratégie de mobilisation citoyenne de l'Agence

Activités principales :

1/ Assurer l'encadrement de l'équipe

- organiser, suivre le travail des agents, fixer des objectifs

2/ Participer à la définition et à la mise en œuvre de la politique de mobilisation citoyenne de l'Agence

- proposer et animer la stratégie de mobilisation citoyenne en lien avec la stratégie de communication portée par la direction de la communication et en lien avec la stratégie de mobilisation des acteurs de la société civile portée par la direction d'appui aux politiques publiques et aux partenaires

- conseiller et appuyer les autres directions de l'AFB sur le déploiement de stratégies de mobilisation des citoyens

3/ Concevoir et mettre en œuvre les actions de mobilisation citoyenne

- Concevoir et mettre en œuvre des dispositifs de participation citoyenne. Par exemple : Construire les démarches de recueil des attentes des citoyens sur le champ de la préservation de la biodiversité et mettre en œuvre des recommandations citoyenne.

- Mobiliser les ressources interne et externe via la veille et le développement d'un réseau d'acteurs clés sur cette thématique

- définir et mettre en œuvre un programme d'acculturation des services de l'AFB via différents formats (séminaires, forums, ateliers de co-construction, groupes de travail...)

- Initier et participer à des campagnes de sensibilisation et de mobilisation citoyenne

- Apporter son expertise à l'élaboration d'outils de communication (web, réseaux sociaux, ...)

4/ Piloter des dispositifs d'éducation à la citoyenneté et à l'environnement

- Piloter la mission Aires Marines et et terrestres éducatives

- Initier et accompagner des programmes d'EEDD avec des partenaires

5/ Développer des partenariats et accompagner les projets de partenaires

- Développer les partenariats avec les structures associatives, de recherches, et met en œuvre des conventions de partenariats.
- Assurer une veille, capitaliser, mutualiser et évaluer les actions de mobilisation citoyenne, les processus de participation et les actions d'éducation à l'environnement et au développement durables

6/ Elaborer le budget et assurer le suivi du département mobilisation citoyenne

Activité secondaire :

Participer aux réflexions stratégiques de la direction de la communication et de la mobilisation citoyenne, de la direction générale.

Relations liées au poste

Relations internes :

- Avec les agents de la direction de la communication et de la mobilisation citoyenne et des autres directions et entités de l'AFB
- Avec les parcs naturels marins, les parcs nationaux

Relations externes :

- Avec le secteur associatif (environnement, éducation à l'environnement et au développement durable)
- Avec les partenaires externes
- Avec les prestataires
- Relations avec le ministère de la transition écologique et solidaire, le ministère de l'éducation nationale, le ministère des outre-mer, la direction interministérielle à la transformation publique

Profil recherché

- Niveau Bac+5 ;
- Une expérience du management d'équipe et de la conduite de projets multi-acteurs est indispensable.
- Une expérience dans le milieu associatif et du monde de la recherche serait un plus

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- Connaissance des enjeux de la préservation de la biodiversité et des politiques publiques associées
- Connaissance des processus de consultation, concertation et de co-construction de la société civile
- Connaissance des acteurs de la participation citoyenne
- Connaissance des métiers de la communication
- Connaissance des enjeux éducatifs et des logiques d'actions et des dispositifs éducatifs
- Connaissance des acteurs de l'EEDD
- Connaissances naturalistes minimum requises
- Connaissance des acteurs associatifs et institutionnels engagés dans la connaissance et la préservation de l'environnement, la gestion des espaces naturels, dans l'éducation à l'environnement et au développement durable

Savoir-faire opérationnel :

- Conduire des projets
- Maîtriser l'utilisation des techniques de négociation
- Animer et encadrer une équipe

Savoir-être professionnel :

- Forte capacité d'écoute, de reformulation, de synthèse et d'analyse
- Dynamisme, enthousiasme, réactivité
- Qualités d'organisation, de rigueur
- Esprit d'équipe
- Diplomatie
- Capacité d'adaptation à des univers changeants
- Créativité et capacité d'innovation
- Résistance à la pression et à des intensités de travail élevées

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DICOMOB/CHEFMOBCIT/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 7 juillet 2019

Responsable du département emploi, compétences et formation (DRH)

N° du poste :	
Catégorie : A	
Cotation parcours professionnel : 2	Groupes RIFSEEP : 3
Poste vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des Ministères en charge de l'agriculture et des sports. L'IFCE est au service des acteurs de la filière équine avec pour principales missions de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Contribuer à la mise en œuvre des politiques de l'Etat en faveur de la filière équine : notamment la traçabilité zootechnique et sanitaire des équidés, l'appui économique à la filière et l'expertise réglementaire dans les domaines de l'élevage et des sports équestres. - Etre l'institut technique de référence de la filière par des activités de recherche appliquée, de transmission des savoirs (diffusion et formation professionnelle) et de valorisation du patrimoine équestre français.
Objectifs du poste	<p>Le(la) responsable de département assure le pilotage du département dont il (elle) a la charge. Il(elle) propose et met en œuvre, dans son domaine, la politique adaptée à la stratégie de l'Ifce.</p> <p>Le département est composé de 6 agents : 4B, 2C.</p>
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<p>Activités principales en tant que responsable de département</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pilote et anime l'activité de son département - Supervise les agents qui sont sous sa responsabilité - Planifie et distribue le travail aux différents membres de son département en fonction des priorités, échéances et compétences de chacun - Fixe les objectifs individuels ; construit et suit des tableaux de bord de suivi des activités et d'évaluation des résultats ; vérifie et analyse l'atteinte des objectifs - Donne du sens aux activités de ses collaborateurs et fait coopérer efficacement les agents de son département - Organise et fait fonctionner son département dans une logique de qualité de service rendu - Assure l'expertise sur les règlements et procédures de son département - Garantit la fiabilité des informations dans le respect de la réglementation - Ajuste les procédures pour les adapter aux besoins dans la recherche de l'efficacité - Coordonne l'activité avec les autres départements - Anticipe, gère et modère les divers types de risques relevant de son département - Contribue au recrutement et à la formation du personnel de son département - Assure le relationnel avec les partenaires internes et externes - Collabore à des groupes de travail et anime des réunions - Assure la gestion du budget et des achats publics <p>Activités spécifiques au responsable du département emploi, compétences et formation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Actualise les outils d'analyse et de suivi quantitatifs (SIRH, tableau des emplois...) et qualitatifs (référentiels, cartographies...) de l'emploi et des compétences - Diagnostique les besoins et ressources futurs en matière d'emplois, métiers et compétences de l'établissement

	<ul style="list-style-type: none"> - Identifie des viviers de compétences et les métiers critiques ou sensibles de l'établissement - Accompagne les directions dans la mise en œuvre des plans d'actions RH et des outils de gestion de l'emploi et des compétences (en lien avec l'organisation des recrutements, des promotions et des formations) - Exerce une veille sur l'évolution des emplois et des compétences (marché de l'emploi, dispositifs de formation, évolutions technologiques, législation...) - Pilote et anime des travaux d'identification des emplois et des compétences, des groupes d'experts métiers - Pilote la cellule accompagnement : rencontre des agents sur les différents sites IFCE, réalisation d'entretiens individuels et aide personnalisée au déroulement de carrière - Un investissement particulier est à avoir quant à la mise en place du plan d'accompagnement personnalisé mise en œuvre avec la signature du COP - Participation au Projet d'Etablissement de l'Ifce (pour la partie RH) <p>Activités annexes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organise et contrôle les processus de délégation de pouvoir - Représente l'IFCE auprès des acteurs externes - Réalise une veille juridique sur les textes et la jurisprudence en lien avec l'activité de son département 	
Champ relationnel du poste	<p>En interne Ensemble des agents de son département et de l'ifce Directeurs des directions centrales Directeurs des délégations territoriales Organisations syndicales</p> <p>En externe Prestataires, Bureaux de gestion du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, Bureau de l'Observatoire des missions et des métiers Igaps</p>	
Compétences liées au poste	<p style="text-align: center;">Savoirs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Connaissance de la filière et de ses institutions - Droit, techniques juridiques et procédures - Contrôle de gestion - Achats publics - Emplois et compétences - Techniques de formation continue - Utilisation de logiciels - Gestion de projet - Techniques de formation continue - Utilisation de logiciels - Gestion de projet - Management - Expression écrite - Expression orale 	<p style="text-align: center;">Savoir-faire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etre force de proposition et d'initiative - Avoir le sens des relations humaines - Avoir le sens de l'efficience - Savoir gérer les situations difficiles
Personnes à contacter	<p>Mme Stéphanie Vigier, Responsable du département emploi, compétences, formation – Tél. : 05.55.73.83.70 ou 06.20.07.70.28 Courriel : stephanie.vigier@ifce.fr</p> <p>M. Philippe Chanteur, Directeur des ressources humaines et Secrétaire général de Courriel : philippe.chanteur@ifce.fr</p> <p>Date limite de candidature 27/06/2019 Prise de poste 01/07/2019</p>	

Poste à pourvoir	Coordinateur d'études et d'appuis scientifiques en risques alimentaires – Phytopharmacovigilance et Observatoire des résidus de pesticides (H/F)
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A
Type de contrat	Mobilité interne <u>ou</u> CDI, détachement, affectation
Localisation	Maisons-Alfort (94)
Prise de fonction	Dès que possible
Rémunération	selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.

Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des risques

Unité Phytopharmacovigilance et Observatoire des résidus de pesticides

La Direction de l'évaluation des risques (DER) assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel aux collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle peut également faire appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure des missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Missions / contexte

Depuis 2015, l'Anses met en œuvre le dispositif de phytopharmacovigilance dont l'objectif est d'assurer la surveillance des effets indésirables des produits phytopharmaceutiques sur l'homme, les animaux d'élevage, les plantes cultivées, la biodiversité, la faune sauvage, l'eau et le sol, la qualité de l'air et les aliments, ainsi que l'apparition de résistances à ces produits. La phytopharmacovigilance repose sur trois activités complémentaires de recueil de données et de production de connaissances : l'animation d'un réseau d'organismes de surveillance ou de vigilance, des études ad hoc, et l'analyse des signalements reçus directement ou via le réseau. Cette mission est venue renforcer celle de l'Observatoire des résidus de pesticides consacrée aux milieux (eau, air, alimentation).

L'UPO est l'unité en charge de ces deux grandes missions : Observatoire des résidus de pesticides et Phytopharmacovigilance (PPV). Composée de 12 agents, l'unité en charge de ces missions a pour finalité de collecter les informations produites par les réseaux de surveillance et/ou vigilance existants, générer de nouvelles connaissances et organiser l'interprétation sanitaire de ces informations.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du responsable d'unité, le coordonnateur d'études scientifiques et d'appuis scientifiques est en charge de la phytopharmacovigilance des aliments destinés à la consommation humaine, d'origine végétale et animale.

Activités

- Animer la collaboration avec les directions ministérielles partenaires de la phytopharmacovigilance (Direction générale de l'alimentation, Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, Direction générale de la santé) pour organiser la collecte des données.
- En lien avec un agent de l'unité en charge de la gestion des données, réaliser leur interprétation sanitaire par l'estimation des expositions et la caractérisation des risques, en intégrant les données de contamination des denrées, de consommation alimentaire et de toxicité.
- Contribuer à la troisième étude de l'alimentation totale (étude nationale pour la surveillance de la contamination des aliments et de l'exposition de la population à des substances d'intérêt en termes de santé publique) sur le volet des résidus de produits pharmaceutiques.
- Proposer, monter, suivre et valoriser des études avec des partenaires, financées par le budget de la phytopharmacovigilance.
- Instruire les signalements d'effets indésirables déclarés auprès de l'Agence.
- Coordonner l'instruction ou contribuer à des réponses à des saisines ou à des appuis scientifiques et techniques, internes ou externes.
- Participer à la veille scientifique.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Doctorat, ingénieur ou Master spécialisé en sécurité sanitaire des aliments en lien avec les pratiques phytosanitaires.

Minimum Bac+3

Expériences similaires

- Une expérience dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments en lien avec l'utilisation des pesticides est nécessaire.
- Une connaissance des produits phytopharmaceutiques et de leur cadre réglementaire est un plus.

Compétences

- Compétences dans le domaine de l'évaluation des risques sanitaires relatifs aux résidus de pesticides dans l'alimentation.
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe.
- Aptitude organisationnelle, rigueur, dynamisme.
- Force de proposition.
- Capacité d'analyse et de synthèse.
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale.
- Maîtrise de l'outil informatique (bureautique, statistiques, bibliographie).
- Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite et orale).

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 10 juillet 2019

Renseignements sur le poste : Ohri Yamada chef d'unité (ohri.yamada@anses.fr, tel : 01 49 77 21 07)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2019-081 à : recrutement@anses.fr

Poste à pourvoir	Chargé de projet scientifique et technique en entomologie (H/F)
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A
Type de contrat	Contrat à durée indéterminée
Localisation	Montferrier-sur-Lez (34)
Prise de fonction	Dès que possible
Rémunération	<i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.</i>

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires qui sont laboratoires de référence (LNR) et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse Laboratoire de la santé des végétaux (LSV).

Missions / contexte

Le Laboratoire, dont la direction est localisée à Angers, est implanté sur six sites distincts en France. Le poste proposé se situe à Montferrier-sur-Lez, près de Montpellier, au sein de l'unité entomologie et plantes invasives. Cette unité composée de 8 agents est Laboratoire National de Référence (LNR) pour les insectes, acariens et auxiliaires sur toutes matrices ainsi que pour les plantes invasives et Laboratoire de Référence pour l'Union Européenne (LRUE) sur insectes et acariens. Elle a pour principales missions l'identification et la caractérisation de ces organismes nuisibles réglementés selon des méthodes officielles ou internes. Elle maintient une collection de matériel biologique de référence et contribue à la surveillance nationale des bioagresseurs des végétaux. Le LNR est par ailleurs accrédité pour la norme ISO/CEI 17025 par le COFRAC.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef de l'unité entomologie et plantes invasives, le chargé de projet scientifique et technique en entomologie participera aux travaux de référence et de recherche de l'unité.

L'agent recruté exercera les activités suivantes :

- Responsable technique : il réalisera des identifications officielles d'insectes et/ou d'acariens réglementés ou d'importance agronomique ;
- Spécialisation taxonomique : il développera une expertise pointue sur un ou plusieurs groupes taxonomiques d'intérêt selon les besoins analytiques et maintiendra les collections de référence correspondantes ;
- Méthodologie : en fonction d'un programme de travail, il mettra au point des méthodes d'identification et de reconnaissance d'insectes et acariens réglementés ou invasifs au niveau national ou international (LNR, LRUE, OEPP, CIPV) ;
- Evaluation de l'aptitude à la mise en œuvre de méthodes d'analyse : il participera à l'organisation d'essais interlaboratoires d'aptitude selon la norme ISO/CEI 17043 ou selon d'autres tests d'aptitude, au niveau national aussi bien qu'international ;
- Activités de recherche : Sur la base de verrous taxonomiques identifiés lors des activités de référence, il proposera et animera, la plupart du temps dans le cadre de conventions de recherche, des actions visant à lever ces verrous. Il publiera ses résultats dans des revues scientifiques reconnues mais aussi dans des revues professionnelles et participera à des colloques scientifiques ;
- Expertises Scientifique et technique : au regard des demandes des tutelles, il participera à la rédaction de notes scientifiques sur des sujets d'intérêt, ou d'avis dans le cadre de Groupes de travail pilotés par le pôle Sciences pour l'Expertise ;
- Veille scientifique : sur les groupes taxonomiques dont il a la responsabilité, il organisera une veille ayant pour objet d'anticiper les risques d'entrée et d'établissement d'organismes nuisibles, dont les livrables seront des notes de signal ou d'alerte correspondantes.
- Transmission du savoir technique : il participera à des actions de formation sur l'entomologie et/ou l'acarologie suivant les demandes des tutelles ou des partenaires, ainsi qu'en fonction des besoins identifiés lors des essais interlaboratoires d'aptitude.
- Assurance qualité : il s'impliquera dans le dispositif notamment au travers des revues documentaires. Il assumera des responsabilités sur certaines parties de la documentation qualité.
- Hygiène et sécurité : il assumera la mission d'assistant de prévention en relation avec les délégués à la prévention du LSV et de l'Anses.
- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.
- Travail sous assurance qualité (ISO 17025 et ISO17043)
- Travail en laboratoire confiné
- Travail en situation de crise phytosanitaire

Activités

Conditions particulières

* Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC+3 à BAC+5 scientifique avec une spécialisation dans le domaine de la santé des végétaux ou de la biodiversité. Etre titulaire d'un doctorat sera apprécié.

Expériences similaires

- Expérience obligatoire en taxonomie et/ou systématique des insectes et acariens d'importance agricole
- Expérience souhaitée en matière de participation à des projets à l'échelle européenne/internationale

Compétences

- Solides connaissances théoriques et pratiques en morphobiométrie des insectes et/ou acariens,
- Connaissance générique des méthodes analytiques et des processus de validation des méthodes de diagnostic en santé des végétaux,
- Connaissance de la réglementation européenne et internationale en matière de santé végétale,
- Maîtrise de l'anglais écrit et bonne aptitude à l'anglais oral,
- Rigueur scientifique, sens de l'organisation et du travail en équipe, esprit critique et de synthèse, adaptabilité, autonomie, diplomatie,
- Aptitudes à l'encadrement de stagiaires et d'étudiants,
- Capacités rédactionnelles avérées (français, anglais),
- Sensibilisation aux démarches « assurance qualité ».

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 10 juillet 2019

Renseignements sur le poste : Philippe Reynaud, directeur du LRUE (philippe.reynaud@anses.fr, +33(0)4 67 02 25 10)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2019-082 à : recrutement@anses.fr

Poste à pourvoir	Chargé de mission Emergence en santé travail (H/F)
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+
Type de contrat	CDI, détachement, affectation
Localisation	Maisons-Alfort (94)
Prise de fonction	Dès que possible
Rémunération	<i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.</i>

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.

Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction Alertes et Vigilances sanitaires (DAVS)

Mission « Réseau national de vigilance et de prévention des pathologies professionnelles » (RNV3P)

Missions / contexte

La Direction Alertes et Vigilances sanitaires (DAVS) composée de 10 agents assure le pilotage d'une mission transversale au sein de l'Anses portant sur l'alerte sanitaire et les vigilances. L'objectif de cette direction est la production très rapide d'informations utiles aux responsables de l'Anses ou aux administrations et organismes concernés, de telle sorte qu'elle permette un délai court entre l'apparition du signal d'alerte et la notification aux personnes qui mettront en place les mesures. Ces informations contribuent à court terme à la prise de mesures de prévention ou de contrôles d'un problème de santé publique et à plus long terme, à définir des priorités d'action et des pistes de recherche. Dans ce contexte, la direction assure l'animation du dispositif de toxicovigilance et la coordination des activités de vigilance des Centres antipoison, du réseau national de vigilance et de prévention des pathologies professionnelles et la coordination des vigilances en œuvre au sein de l'agence (toxicovigilance, vigilance du médicament vétérinaire, nutrivigilance, phytopharmacovigilance). Elle publie Vigil'Anses, le bulletin des vigilances de l'Anses (3 numéros par an)

L'agent sera en charge de la thématique « Emergences » du Réseau National de Vigilance et de Prévention des Pathologies Professionnelles (RNV3P). Le RNV3P est un réseau de praticiens de santé au travail fondé sur les 30 centres de consultation de pathologies professionnelles (CCPP). Dans sa base de données nationale est réalisé un recueil systématique d'informations sur les pathologies en lien avec le travail, collectées pendant les consultations. Ce réseau a pour objectif l'identification des risques émergents et des déterminants professionnels de ces risques, en vue de leur prévention. La mission RNV3P constitue l'une des thématiques fortes de l'agence dans le domaine de la santé au travail.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité de la directrice de la DAVS, le chargé de mission sera en charge du Groupe de travail « Emergence » dont il assurera le secrétariat scientifique et le suivi des actions décidées ainsi que l'animation de la plateforme Occwatch, en lien avec le président du GT émergence et du statisticien de la DAVS, en charge des aspects informatiques. Il participera en tant que de besoin aux autres instances du RNV3P en lien avec les autres chargés d'études de la mission RNV3P (comité de pilotage, Ecole de codage, conseil scientifique, autres groupes de travail) et pourra être amené à animer un autre GT.

1. GT Emergence

Ce GT est un des 4 GT du RNV3P, il a pour objectif de détecter de nouvelles situations professionnelles à risque de pathologies, ou risque émergent. Il s'appuie sur une veille scientifique, une détection clinique (praticiens signalant des cas inhabituels) ou une détection statistique automatisée (fouille de données). Le chargé de mission aura en charge, en lien avec le président et les membres du GT, les activités suivantes :

- La préparation des ordres du jour et la rédaction des comptes-rendus
- Le suivi des actions décidées en GT
- L'analyse des signaux issus de l'émergence clinique, bibliographique et statistique, par un travail bibliographique, une recherche de cas identiques dans la base de données voire un retour aux dossiers
- La valorisation des résultats par des publications et en congrès

Activités

2. Plateforme Occwatch

Au stade de prototype mais amenée à ouvrir dans les prochaines semaines, la plateforme Occwatch a pour objectif les échanges entre professionnels européens de la santé au travail sur des cas cliniques considérés comme émergents. Le chargé de mission aura en charge la partie « métier » de cette plateforme, c'est-à-dire la proposition de cas français pour discussion et le suivi des discussions des cas postés par des partenaires européennes. Ce travail se fera en collaboration avec le président du GT émergence et le statisticien de la DAVS pour les aspects techniques.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts*
- Respect des règles de confidentialité (données de santé)

* Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : médecin avec une expérience en santé publique ou médecine du travail. Une formation à la toxicologie serait un plus

Expériences similaires

- Expérience d'au moins cinq années professionnelles indispensable
- Expérience de conduite de projet scientifique souhaitée

Compétences

- Capacité à travailler en équipe et aisance relationnelle
- Anglais parlé, lu et écrit
- Sens avéré de la planification, du reporting et de la coordination des activités
- Aptitude à la gestion de projet multipartenaire
- Intérêt et forte implication pour les domaines scientifiques traités, capacité à faire de la recherche bibliographique
- Aptitudes rédactionnelles et capacités de présentation orale
- Autonomie et réactivité,
- Rigueur scientifique et esprit critique et de synthèse

POUR POSTULER

Date limite de réponse: 10/07/2019

Renseignements sur le poste : Juliette BLOCH, directrice de la DAVS ([juliette.bloch @anses.fr](mailto:juliette.bloch@anses.fr))

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2019-083 à : recrutement@anses.fr



Poste à pourvoir	Chef de projets de recherche en écologie microbienne quantitative (H/F)
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+
Type de contrat	Mobilité interne (CDI, détachement, affectation)
Localisation	Maisons-Alfort (94)
Prise de fonction	Dès que possible
Rémunération	selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.

L'AGENCE ET L'ENTITE D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.

Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Département / Service recruteur

Laboratoire de sécurité des aliments, site de Maisons-Alfort / Unité *Salmonella* et *Listeria* (SEL)

Missions / contexte

L'unité mène des activités de référence, de surveillance et de recherche sur deux pathogènes bactériens impliqués dans les infections humaines d'origine alimentaire. L'unité assure des activités de référence sur *Listeria monocytogenes* (mandats LNR et LR-UE) et sur *Salmonella* (laboratoire associé au LNR *Salmonella* - site Anses de Ploufragan-Plouzané). L'unité contribue à l'amélioration des outils de détection, de typage, organise des essais inter-laboratoires d'aptitude et des sessions de formation pour la mise en œuvre des méthodes relevant de ces mandats. Dans ce contexte, l'équipe *Recherche* au sein de l'unité SEL mène des projets en lien avec les missions de l'Anses et les activités de référence et de surveillance menées dans le cadre des mandats détenus par le laboratoire. Les projets de recherche menés au sein de l'unité portent sur la caractérisation du danger bactérien sur la chaîne alimentaire afin d'accroître la maîtrise de la sécurité sanitaire des aliments.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité hiérarchique du chef d'unité SEL, le chef de projets sera chargé de l'animation de l'équipe Recherche de l'Unité (4 agents permanents + 2 post-doctorants actuellement). Il assurera la coordination des projets de recherche au sein de l'unité. Il organisera l'animation scientifique au sein de l'unité et participera aux actions d'animation au niveau du département des contaminants microbiologiques des aliments. Il proposera de nouveaux axes de recherche et de collaboration. Il déposera des projets de recherche auprès des différentes instances nationales et internationales ouvrant des appels d'offre dans le champ d'intervention de l'Anses. Il s'attachera à consolider les partenariats existants et à en développer de nouveaux. Il s'assurera de la bonne interaction entre l'équipe recherche et les équipes référence et surveillance de l'unité SEL ainsi que les autres entités du département (Mission GAMeR, Plate-forme Identypath). Il veillera à la valorisation des activités scientifiques au sein de l'équipe Recherche (publications, communications, brevets). Il contribuera aux activités d'appui à l'expertise dans le domaine de compétence de l'unité. Les travaux de recherche seront menés selon le référentiel qualité recherche du laboratoire et en mode projet.

Activités

Les travaux de recherches portent sur les deux pathogènes de l'unité pour contribuer au développement des connaissances scientifiques sur les axes suivants : Intégration des approches génomiques pour la caractérisation des isolats, la structure des populations de bactéries pathogènes alimentaires, le développement de méthodes de détection et de typage plus performantes, la recherche de marqueurs de virulence et d'adaptation des pathogènes aux différents environnements, la réalisation d'études d'attribution des sources.

- Assurer une veille bibliographique et une animation scientifique dans son domaine d'activité.
- Répondre à des appels à projets recherche français et internationaux, en cohérence avec le programme de travail de l'unité et du département;
- Contribuer au développement des partenariats de recherche de l'unité dans son domaine d'activité, en lien avec les scientifiques des laboratoires nationaux de référence et de surveillance européens et instituts internationaux majeurs (SSI, PHE, CDC, FDA) pour promouvoir les axes de recherche identifiés dans les projets ;
- Coordonner le projet H2020_ EJP OneHealth Listadapt.
- Etre le référent sur les activités de typage et un interlocuteur privilégié pour les activités de référence (LRUE et LNR)

Conditions particulières

- Etat de santé compatible avec la manipulation de pathogènes de classe 2.
- Déplacement réguliers dans le cadre du suivi des projets de recherche.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis

Doctorat en sciences, Habilitation à diriger des recherches appréciées.

Expériences similaires

Expérience dans le domaine du typage moléculaire bactérien et de l'analyse génomique bactérienne
Une expérience dans le domaine de la microbiologie alimentaire, concernant plus particulièrement les pathogènes de l'unité, serait appréciée.

Compétences

- Aptitudes rédactionnelles, capacité de synthèse et de présentation orale ;
- Capacités managériales fonctionnelles et de gestion de projet ;
- Maîtrise des méthodes usuelles de microbiologie des aliments et de typage moléculaire
- Maitrise des outils de bioinformatique permettant l'analyse et la comparaison de génomes bactériens (analyse de données de séquençage) ;
- Travail en équipe, autonomie, rigueur, esprit critique, réactivité, sens de l'organisation ;
- Maitrise de l'anglais scientifique et technique (niveau autonome) ;

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 10 juillet 2019

Renseignements sur le poste : Jean-Charles LEBLANC ; Chef d'Unité Salmonella et Listéria ; 01-49-77-13-41 ; Jean-Charles.leblanc@anses.fr

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2019-084 à : recrutement@anses.fr



Poste à pourvoir	Chef d'unité adjoint Salmonella et Listéria (SEL) (H/F)
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+
Type de contrat	Mobilité interne (CDI, détachement, affectation)
Localisation	Maisons-Alfort (94)
Prise de fonction	Dès que possible
Rémunération	selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.

L'AGENCE ET L'ENTITE D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.

Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Département / Service recruteur

Laboratoire de sécurité des aliments, site de Maisons-Alfort, département Contaminants microbiologiques des aliments, Unité Salmonella et Listeria (SEL)

Missions / contexte

L'unité mène des activités de référence, de surveillance et de recherche sur deux pathogènes bactériens impliqués dans les infections humaines d'origine alimentaire, *Salmonella* et *Listeria*.

L'unité est structurée autour d'une équipe où sont menées les activités de référence sur *Listeria monocytogenes* (mandats LNR et LR-UE) et sur *Salmonella* (laboratoire associé au LNR *Salmonella* - site Anses de Ploufragan-Plouzané), une équipe surveillance qui met en production les analyses de prestation et d'investigation épidémiologiques en réponse aux sollicitations clients et une équipe recherche qui met en œuvre les projets de recherche en lien avec les activités de référence et de surveillance en cohérence avec le programme de travail de l'unité.

L'unité contribue ainsi à l'amélioration des outils de détection, de typage, organise des essais inter-laboratoires d'aptitude et des sessions de formation pour la mise en œuvre des méthodes relevant de ces mandats.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité hiérarchique du chef d'unité SEL, le/la chef d'unité adjoint sera force de proposition sur les axes de surveillance à développer au sein de l'unité. Il/elle secondera le Chef d'unité dans les tâches administratives de l'unité (suivi budgétaire, autorité hiérarchique sur les agents de l'unité, rédaction de documents cadres). En tant qu'adjoint en charge de la surveillance, il/elle sera en charge du pilotage des activités de l'équipe et apportera son soutien aux chefs de projet. Il/elle participera à la définition, au suivi des projets en lien avec les animateurs d'équipes et de projets. Il/elle veillera également à la valorisation des résultats (publications). Il/elle s'attachera à consolider les partenariats existants et à en développer de nouveaux en cohérence avec la Lettre d'orientation de l'unité 2019-2022. Il/elle s'assurera de la bonne interaction entre les équipes de l'unité SEL ainsi que les autres entités du département (Mission GAMeR, Plate-forme Identypath). Il/elle veillera à développer en lien avec les responsables d'équipes surveillance, recherche et la responsable du LNR listéria, la mise en place d'un réseau *Listeria* dans toutes ses composantes contribuant, ainsi, à une installation pérenne de la surveillance des *Listeria* non humaines de la fourche à la fourchette. Il/elle contribuera aux activités d'appui à l'expertise dans le domaine de compétence de l'unité.

Activités

Les activités de l'unité portent sur les deux pathogènes et contribuent au développement des connaissances scientifiques sur les axes suivants : Intégration des approches génomiques pour la caractérisation des isolats, la structure des populations de bactéries pathogènes alimentaires, le développement de méthodes de détection, d'épidémiologie prédictive et de typage plus performantes, la recherche de marqueurs de virulence et d'adaptation des pathogènes aux différents environnements, la réalisation d'études d'attribution des sources.

. A ce titre, il/elle devra

- Impulser en lien avec l'équipe surveillance et le Chef d'unité la stratégie d'épidémiologie de l'unité,
- Assurer un appui au chef d'unité sur la gestion de la coordination des alertes,
- Assurer le lien avec les tutelles et les partenaires, en coordination avec le chef d'unité pour ce qui concerne les activités de recherche, de référence et de surveillance de l'unité
- Veiller à la valorisation de l'ensemble des travaux réalisés (publications, communications).
- Assurer un appui au chef d'unité sur différents aspects administratifs de l'unité dont la responsabilité hiérarchique sur les agents,
- Participer à l'élaboration des supports nécessaires à l'évaluation des activités scientifiques et techniques de l'unité,

Conditions particulières

Mobilisation possible en cas d'urgence sanitaire
Poste soumis à déclaration publique d'intérêt*

* Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis

Doctorat en sciences, Habilitation à diriger des recherches appréciée.

Expériences similaires

Une expérience réussie en management et en pilotage de projets similaire est nécessaire. Une expérience dans le domaine de la microbiologie alimentaire, du typage moléculaire bactérien et de l'analyse génomique bactérienne concernant plus particulièrement les pathogènes de l'unité, serait appréciée.

Compétences

- Aptitudes rédactionnelles, capacité de synthèse et de présentation orale ;
- Bonne connaissance des partenaires institutionnels
- Capacités managériales et de gestion de projet ;
- Maîtrise des méthodes usuelles de microbiologie des aliments et de typage moléculaire

- Connaissances des outils de bioinformatique permettant l'analyse et la comparaison de génomes bactériens (analyse de données de séquençage) ;
- Travail en équipe, autonomie, rigueur, esprit critique, réactivité, sens de l'organisation ;
- Maîtrise de l'anglais scientifique et technique (niveau autonome) ;

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 10 juillet 2019

Renseignements sur le poste : Jean-Charles LEBLANC ; Chef d'Unité Salmonella et Listéria ; 01-49-77-13-41 ; Jean-Charles.leblanc@anses.fr

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2019-085 à : recrutement@anses.fr

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Institut National de l'Origine et de la Qualité
12, rue Henri Rol-Tanguy
TSA 30003
93 555 Montreuil

Service juridique et international

Chargé(e) de mission juridique pour les signes d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO).

N° du poste :		
Catégorie : A (fonctionnaire ou statut unifié) ou contractuel		
Cotation parcours professionnel	Cotation part fonction PFR :	
postes catégorie A :		
Poste vacant		
Présentation de l'environnement professionnel	L'INAO est un établissement public chargé de mettre en œuvre la politique française concernant les produits sous signes officiels d'identification de l'origine et de la qualité (SIQO). Ses missions principales concernent, la reconnaissance, le suivi, le contrôle et la protection des SIQO (AOP, IGP, Label Rouge, Agriculture biologique, STG) contre les usurpations; la promotion de leurs concepts, notamment à l'étranger dans des programmes de coopération ainsi que la protection du foncier agricole et des aires de leurs productions.	
Objectifs du poste	Contribuer à l'expertise juridique dans le domaine des SIQO au sein d'une équipe de 11 personnes, participer à l'amélioration de la qualité juridique des actes de l'établissement.	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Sous l'autorité de la responsable de service, le titulaire sera chargé pour les SIQO relevant de sa compétence (IGP, le Label Rouge, Appellations d'origine laitières et STG) : - de procéder à des expertises juridiques auprès des différentes instances et services de l'INAO sur des dossiers ponctuels de reconnaissance ou de modification des cahiers des charges - de participer à la rédaction de projets de textes (arrêtés, décrets) et de documents transversaux - d'assurer le traitement de questions juridiques relatives aux SIQO (interprétation de textes, veille réglementaire ...)	
Champ relationnel du poste	Contacts réguliers avec l'ensemble des agents de l'Institut, notamment en délégations territoriales, les administrations et les organisations professionnelles et les membres professionnels du comité national du secteur d'activité concerné	
Compétences liées au poste	Savoirs :	Savoir-faire :
	- Formation en droit public ; - Connaissances en droit de l'agro-alimentaire, en droit de la propriété intellectuelle et en marché public appréciées ; - Connaissances de l'environnement institutionnel et professionnel, de la réglementation relative au domaine de compétence du service appréciées.	- Capacité d'analyse et de synthèse ; - Qualité rédactionnelle ; - Aptitude au travail d'équipe ; - Esprit d'initiative, autonomie ;
Personnes à contacter	Les candidatures, lettre de motivation, et parcours professionnel, doivent être adressées, au plus tard le 12 juillet 2019, au Secrétaire général de l'INAO : M. David BATISTA - Tél. : 01.73.30.38.38 - Courriel : d.batista@inao.gouv.fr Informations sur le poste : Mme Nathalie MARTY-HOUPERT – Responsable du service juridique et international - Tél. : 01.73.30.38.34 - courriel : n.marty-houpert@inao.gouv.fr Mme Emilie COLOMBO – Responsable adjointe du service juridique et international Tél. : 01.73.30.38.35 - courriel : e.colombo@inao.gouv.fr	

Catégorie A ou A+

Expert long-terme International
Responsable de projet de coopération internationale (CRJ)
« Appui au renforcement des capacités de la
Direction Générale des Forêts dans la mise en oeuvre de la
stratégie forestière»» à Alger en Algérie

Début de mission estimé : **Janvier 2020**Durée estimée de la mission : **24 mois****Cotation poste : 2**

MISSIONS DE LA STRUCTURE	<p>Un appel à proposition est sorti auprès des États membres de l'Union européenne pour un projet de jumelage avec l'Algérie de 24 mois, intitulé «Appui au renforcement des capacités de la Direction Générale des Forêts dans la mise en oeuvre de la stratégie forestière »</p> <p>La France envisage de répondre à cet appel et doit notamment proposer un(e) Conseiller(e) Résident(e) de Jumelage (CRJ) qui fait l'objet du présent appel à candidature.</p>	
OBJECTIFS DU POSTE	L'objectif global du jumelage est d'appuyer à la mise en œuvre d'une stratégie forestière et travailler au renforcement des capacité du ministère Algérien.	
DESRIPTIF DES ACTIVITES	<p>Le conseiller(ère) résident(e) de jumelage est un expert long-terme international ayant en charge la direction des opérations au quotidien.</p> <p>Résidant en Algérie pendant toute la durée du projet, il/elle sera responsable de la gestion globale et la coordination des activités du projet, en collaboration étroite avec le chef de projet et les experts algériens et français :</p> <ul style="list-style-type: none"> - préparer tous les documents liés au jumelage, - coordonner et organiser les activités de formation et de visites d'étude, - fournir des conseils techniques pour la gestion du personnel dans le cadre du développement du projet, - faciliter la coordination entre les ministères et les institutions impliquées, - organiser des réunions avec les acteurs et parties prenantes du projet, - fournir un appui aux experts court-terme pour la bonne organisation des missions, séminaires et formations. <p>La langue de travail sera le français.</p>	
CHAMP RELATIONNEL DU POSTE	Il/elle sera amené/e à travailler avec les Ministères français et algérien et l'ensemble des partenaires européens (France, Suède et Italie) et algériens impliqués. Il sera également en contact l'unité de gestion du programme de jumelages en Algérie, ainsi que la Délégation de l'Union Européenne.	
COMPETENCES LIEES AU POSTE	<p align="center">SAVOIRS</p> <ul style="list-style-type: none"> • Diplôme universitaire dans le domaine des sciences agronomiques • Bonne connaissance de l'organisation administrative dans le secteur forestier • Forte aptitude à la communication et travail en équipe interculturelle et multidisciplinaire • Maitrise de l'anglais souhaitée 	<p align="center">SAVOIR-FAIRE</p> <ul style="list-style-type: none"> • Expérience significative (8 ans) dans le domaine de la politique ou gestion forestière • Bonne connaissance de • Expérience à l'international souhaitée • Expérience dans la conduite et la gestion de projets, de préférence financés par l'UE • Capacités de rédaction et de communication
MODALITES DE CANDIDATURE	Les candidatures devront être transmises, accompagnées d'un CV en français (modèle Europass disponible sur le site http://europass.cedefop.europa.eu/), par voie électronique et sous couvert du chef de service. Elles sont à adresser au plus tard le 30 Juin 2019 , délai de rigueur, à Monique TRAN, Directrice du GIP ADECIA et Xavier Pacholek, Chef du bureau des relations bilatérales à la Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises du Ministère de l'agriculture, et de l'alimentation.	
CONTACTS	Monique TRAN, GIP ADECIA monique.tran@agriculture.gouv.fr ; 01 49 55 54 17 Xavier PACHOLEK (xavier.pacholek@agriculture.gouv.fr ; 01 49 55 45 64	
Pour en savoir plus	http://www.adecia.org/	

Conseillers résidents de jumelage (compléments d'informations)

Dans le cadre des appels à proposition de Jumelages de plus de 6 mois, la France doit proposer un/une Conseiller(ère) résident(e) de jumelage (CRJ)

Responsabilités

Le conseiller(ère) résident(e) de jumelage est un(e) expert(e) long-terme international ayant en charge la direction des opérations au quotidien.

Résidant dans le pays bénéficiaire pour une longue durée (de 12 à 24 mois), il/elle sera responsable de la gestion globale et la coordination des activités du projet, en collaboration étroite avec le chef de projet et les experts du pays bénéficiaires et français :

- préparer tous les documents liés au jumelage,
- coordonner et organiser les activités de formation et de visites d'étude,
- fournir des conseils techniques pour la gestion du personnel dans le cadre du développement du projet,
- faciliter la coordination entre les ministères et les institutions impliquées,
- organiser des réunions avec les acteurs et parties prenantes du projet,
- fournir un appui aux experts court-terme pour la bonne organisation des formations.

Le départ et le retour de l'agent en mission long-terme peuvent être facilement anticipés :

- une période de latence de 6 à 12 mois, entre le dépôt d'une offre et le départ en mission,
- la durée d'un jumelage est fixée dès le début, et peut être allongée d'une durée de 3 mois maximum.

Rémunération

Le CRJ continuera à percevoir son salaire normal (dont les primes) dans son État membre d'origine tout au long de sa mission.

En plus de son salaire normal, le CRJ recevra une allocation de subsistance (75% de l'indemnité journalière) au taux fixé par la Commission pour toute la durée de sa mission (soit au 1^{er} juillet 2018 – **249€/jour** en plus du salaire normal, montant susceptible d'être modifié d'ici au démarrage effectif du projet). Cette allocation doit notamment couvrir les frais liés à l'hébergement et à la restauration du CRJ dans le pays bénéficiaire, ainsi que les frais liés à ses assurances « maladie » et « accident ».

Les frais suivants lui seront également remboursés (sur présentation d'un justificatif du paiement) en fonction d'un barème applicable à tous les EM:

- frais de scolarité si le CRJ est accompagné de ses enfants;
- frais de voyage au début et à la fin de sa mission;
- frais de déménagement (pour le contenu complet de son ménage s'il est accompagné de sa famille ou pour une partie de ses effets personnels, s'il déménage seul);
- indemnité mensuelle pour voyage aller-retour dans l'EM à partir du second mois de sa mission, si aucun frais lié aux membres de la famille ou à leur déménagement n'est facturé au projet.

Spécificités des agents à la retraite

Des experts récemment mis à la retraite (moins de trois ans avant le lancement du projet) peuvent être réengagés en qualité d'agents publics temporaires soit par une administration, soit par un organisme mandaté. À l'instar des fonctionnaires non statutaires, ils doivent être liés contractuellement à l'organisme responsable du projet de jumelage. Le remboursement du salaire des experts récemment mis à la retraite s'effectuera selon les mêmes principes que ceux qui ont été énoncés plus haut pour les agents publics temporaires.

Si la législation nationale prévoit la déduction du montant de la retraite du traitement du fonctionnaire du secteur public, le projet ne remboursera que les dépenses salariales réelles du contractant.

Ingénieur / ingénieure en spectrométrie UV-Vis-Nir et imagerie hyperspectrale

N° du poste : (numéro Agorha)	
Catégorie : A	
Cotation parcours professionnel	Groupes RIFSEEP :
Cotation postes catégorie A(*) : 2	
Poste vacant	
Présentation l'environnement professionnel	<p>de Irstea, Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture, est engagé sur 4 Domaines Scientifiques Stratégiques (DSS) : la bioéconomie et l'économie circulaire, les risques, la gestion adaptative des ressources dans les territoires, la biodiversité. Bien inséré dans le paysage de la recherche française et européenne, il mène ses recherches en appui aux politiques publiques et en partenariat avec les industriels. Il emploie 1 200 personnes réparties sur 9 implantations en France. Certifié ISO 9001, il est également labellisé Carnot et à ce titre, développe une relation forte avec les professionnels et plus généralement les milieux socio-professionnels.</p> <p>A compter du 1er janvier 2020, Irstea poursuivra ses activités de recherche dans le cadre de son rapprochement avec l'Institut national de la recherche agronomique (Inra).</p> <p>Le poste est à pourvoir dans l'Unité Mixte de Recherche ITAP au sein de l'équipe COMiC (Capteurs Optiques pour les Milieux Complexes). Cette équipe développe des systèmes optiques de mesure associés à des méthodes de traitement du signal pour caractériser les objets ou les milieux qui sont au cœur des procédés agricoles et environnementaux. Les recherches menées par cette équipe pluridisciplinaire reposent principalement sur les technologies de spectrométrie UV, Visible et proche-infrarouge et d'imagerie numérique et hyperspectrale. L'équipe est dotée d'un laboratoire optique à la pointe (plusieurs spectrophotomètres UV-Visible et proche Infrarouge, plusieurs caméras hyperspectrales, diverses sources dont des lasers supercontinuum...), support indispensable à ses recherches. Les milieux auxquels l'équipe s'adresse sont optiquement et chimiquement complexes (végétation, produits agricoles, sols, déchets, scènes en extérieur, ...).</p> <p>L'équipe COMiC a développé un savoir-faire dans l'utilisation et le développement de nouvelles techniques spectrométriques afin d'améliorer la caractérisation des propriétés physico-chimiques des milieux et abaisser les limites de détection. Elle est très présente dans la communauté de la spectroscopie aux niveaux national et international. L'équipe est en connexion directe avec des partenaires spécialistes de l'agriculture numérique et de l'agronomie, ce qui lui permet à la fois de spécifier des cahiers des charges conformes aux demandes sociétales et de transférer efficacement les résultats de ses recherches.</p>
Objectifs du poste	<p>Dans ce cadre, vous serez chargé(e) de :</p> <p>Développer des méthodes de mesures en spectrométries et imageries hyperspectrale pour caractériser les milieux biologiques qui sont aux cœurs des agro-bioprocédés (végétation, produits agricoles, sols, déchets).</p>

Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<ul style="list-style-type: none"> - Entretenir une veille scientifique dans le domaine de la spectrométrie et de l'imagerie hyperspectrale appliquées aux problématiques des produits biologiques, dont ceux impliqués dans les agro-procédés, - Vous impliquer étroitement dans les projets de recherche faisant intervenir des développements en spectrométrie et imagerie hyperspectrale, en particulier en maîtrisant toute la chaîne de la partie expérimentale (bibliographie, développements méthodologiques, participation aux réunions de projet et d'équipe, rédaction de rapports...) - Participer au montage de nouveaux projets scientifiques reliés à la spectrométrie et à l'imagerie hyperspectrale, principalement dans le cadre de l'agriculture numérique - Publier et participer à la publication des résultats de l'équipe - Participer aux activités d'enseignement de l'équipe (Montpellier SupAgro) 	
Champ relationnel du poste	Plus d'infos sur www.irstea.fr rubrique nous rejoindre puis mobilité	
Compétences liées au poste	<p style="text-align: center;">Savoirs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - physique, instrumentation pou imagerie ou sciences du vivant (biologie, agronomie) - anglais (aisance relationnelle) 	<p style="text-align: center;">Savoir-faire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - traitement du signal et des données - montage et pilotage de projets de recherche
Personnes à contacter	<ul style="list-style-type: none"> - Bendoula Ryad, Responsable de l'équipe COMiC - Tél. : 04 67 16 64 63 - Sari Tewfik, Directeur de l'UMR ITAP – Tél : 04 67 16 63 71 	





Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de Services et de Paiement
 Agence comptable
 2, rue du Maupas 87040 Limoges CEDEX 1

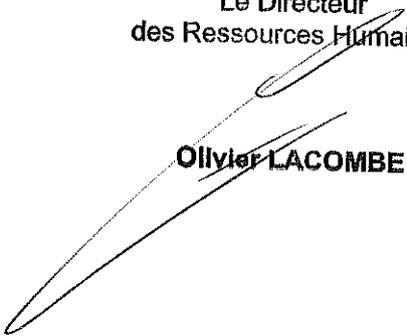
Agence de Services
 et de Paiement

Chef du secteur Fonctionnement (H/F)

N° du poste : 19195 Catégorie : A	
Cotation parcours professionnel : en cours	Groupe RIFSEEP ASP (filiale administrative) : 2
Poste susceptible d'être vacant au 01/10/2019	
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère en charge de l'Emploi. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-bois) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer.</p> <p>Elle se compose de 2300 agents dont 120 à l'Agence Comptable (85 à Limoges et 35 à Montreuil).</p> <p>Les dépenses d'interventions payées sont de l'ordre de 19 milliards d'euros.</p> <p>L'agence comptable assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le paiement des aides dans le cadre de la mise en œuvre des politiques publiques communautaires, nationales ou régionales sur l'ensemble du territoire à l'issue des visas réglementaires (Décret GBCP du 7 novembre 2012), - le recouvrement des indus sur interventions, - le paiement et le recouvrement du budget de fonctionnement et d'investissement de l'établissement, - l'élaboration du compte financier annuel qui est soumis au Conseil d'Administration, aux ministères de tutelle et transmis à la Cour des comptes. <p>Le service du fonctionnement et de la comptabilité compte 19 agents. Il est articulé en deux secteurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le secteur du fonctionnement - le secteur de la comptabilité
Objectifs du poste	<p>Au sein du service du fonctionnement et de la comptabilité et en relation avec le chef de service, le titulaire aura la responsabilité d'encadrer fonctionnellement, d'animer et de coordonner une équipe de 7 personnes investie dans le contrôle des dépenses de fonctionnement (hors paie, paie et chômage) et d'investissement de l'ASP et du recouvrement des ordres de recettes générés par l'activité propre de l'établissement.</p>
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser, piloter et superviser l'activité du secteur en fonction des objectifs du service et des priorités avec l'appui du chef de service, - Participer au recrutement et à la formation des agents et des nouveaux arrivants, - Apporter un appui sur les dossiers complexes ou sensibles (ex : la validité des pièces justificatives de la dépense, validation des écritures comptables de régularisation), - Assurer la veille juridique en matière de dépense publique au titre de l'activité propre de l'établissement (paie, chômage et dépenses d'investissement et de fonctionnement hors paie) et sur la partie du recouvrement, - Actualiser ou formaliser des procédures en fonction des évolutions réglementaires ou des processus gérés, - Formaliser des expressions de besoins et participer aux travaux de recettage sur les évolutions des SI utilisés au sein du secteur, - Participer à des groupes de travail, animer des réunions.
Champ relationnel du poste	<p>Le titulaire du poste devra travailler en étroite collaboration avec les autres services de la direction, la Direction financière, juridique et logistique, la Direction des ressources humaines.</p>

Compétences liées au poste	SAVOIRS	SAVOIR-FAIRE
	Détenir de bonnes connaissances de la comptabilité générale, des règles de la comptabilité publique et de l'exécution des dépenses publiques (marchés, conventions, paie,...), Avoir des connaissances juridiques, financières et comptables, Maîtriser les outils bureautiques	Etre en capacité d'organiser, encadrer, animer un secteur, Avoir le sens des responsabilités et du service public, Etre autonome, disponible, rigoureux et efficace Savoir rendre compte Rédiger et analyser Planification et suivi
Personnes à contacter	<p><u>Contact métier :</u></p> <p>Raphaël GOLDSCHMIT - chef du service du fonctionnement et de la comptabilité - tel : 05 55 12 02 42 - mail : raphael.goldschmit@asp-public.fr</p> <p>Philippe LE BRIS - Agent comptable - tel : 05 55 12 02 41 philippe.le-bris@asp-public.fr</p> <p><u>Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :</u></p> <p>Anne-Marie GOUY- chargée de mission RH à l'Agence comptable - tel : 05 55 12 02 38 - anne-marie.gouy@asp-public.fr</p> <p>Céline GADY - conseillère mobilité carrière formation - DRH/Service Emploi Evolution et Compétences- tel : 05 55 12 00 56 - mobilite@asp-public.fr</p>	

Le Directeur
des Ressources Humaines


Olivier LACOMBE



Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

**Agence de Services et de Paiement
Secrétariat Général - Direction Financière Juridique et Logistique
2, rue du Maupas - 87040 Limoges Cedex 1**

Chef de projet politique et stratégies d'achat (H/F)

N° du poste : 19263	
Catégorie : A	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : en cours	Groupe RIFSEEP (filiale administrative) ASP : 2
Poste vacant / SREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère en charge de l'Emploi. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-bois) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer.</p> <p>La Direction financière, juridique et logistique (DFJL) couvre notamment les domaines d'intervention suivants : le budget, son exécution et son pilotage ; les procédures marchés publics lorsque l'ASP est acheteur ; les réponses aux appels d'offre lorsqu'elle intervient en tant que prestataire ; la politique immobilière, les travaux et la logistique (gestion des parcs, suivi des assurances, de l'inventaire...) des 28 sites de l'ASP ainsi que l'exploitation des équipements du siège à Limoges.</p> <p>Le poste est positionné au sein du service "Achats et Marchés Publics " rattaché hiérarchiquement au chef de service achats et marchés publics et au directeur adjoint en charge du domaine de la prospective et du financement de la DFJL.</p> <p>Les missions principales de ce service sont :</p> <ul style="list-style-type: none">- la conduite des procédures de marchés publics de l'Agence ;- le contrôle du respect de la politique d'achat de l'Agence ;- la traduction dans un outil budgétaire et comptable des supports contractuels et assistance aux utilisateurs ;- l'élaboration de procédures (guides utilisateurs ou notes) propres au service ou ayant vocation à être diffusées au sein de l'Agence ;- l'information / formation des interlocuteurs des services acheteurs ;- l'expertise et veille juridique sur des sujets de la commande publique ;- l'élaboration et suivi du Plan d'Actions d'Achats en lien avec les directions acheteuses et la Direction des Achats de l'Etat.
Objectifs du poste	<p>Chargé(e) de projet politique et stratégies d'achat, le (la) titulaire du poste est le (la) référent(e) de la performance. Il (elle) travaille à l'amélioration de la performance achat de l'établissement. Ainsi, son rôle consiste à piloter et développer une politique et stratégie d'Achats efficiente (réponse au besoin et performance économique). Dans ce cadre, il (elle) doit développer une relation de conseil avec les directions</p>

	acheteuses et la Direction Générale.	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<p><u>Mise en œuvre et conduite de la fonction achat</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - participer à l'élaboration et la communication de la politique d'achat avec le chef de service qui en pilote la refonte, - contribuer à la définition et l'actualisation régulière des stratégies d'achat dans chacun des domaines d'achat couvert par l'agence, - Développer les leviers de performance achats et acculturation des directions acheteuses : négociation, sourcing, achat durable, qualité du service rendu... - Mettre en œuvre et piloter un outil permettant le suivi des coûts, des gains d'achat ; - Dialoguer avec le service budget aux fins de sanctuarisation des gains achat ; - Représenter l'établissement auprès de la direction des achats de l'Etat pour les travaux entrant dans son champ de responsabilité. <p><u>Gestion administrative et juridique des procédures de passation des marchés</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Conduire de bout en bout la passation de procédures « marchés publics » complexes et/ou à fort enjeu 	
Champ relationnel du poste	<p>En interne : les directions du siège, les services administratifs et financiers des directions régionales et le Contrôleur Budgétaire.</p> <p>En externe : les fournisseurs (dont l'UGAP).</p>	
Compétences liées au poste	<p style="text-align: center;">Savoirs</p> <ul style="list-style-type: none"> - Connaissances réglementaires en matière de commande publique et d'achat ; - Maîtrise de l'environnement économique, budgétaire et institutionnel de l'achat public et des enjeux de politique d'achat et des outils mobilisables (sourcing, négociation, benchmark, calcul des gains d'achat et des gains budgétaires) - Connaissance des procédures budgétaires et comptables ; - Maîtrise des outils bureautiques ; - Capacité à conduire des réunions ; - Management. 	<p style="text-align: center;">Savoir-faire</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sens de l'organisation, rigueur, et méthode ; - Capacité rédactionnelle ; - Esprit d'analyse et de synthèse ; - Aptitudes relationnelles, pédagogie, sens de l'écoute ; - Aptitude au travail en équipe et en mode projet ; - Disponibilité, dynamisme, autonomie, capacité d'initiative - Capacité à rendre compte ; - Probité, sens du service public, loyauté.
Personnes à contacter	<p>Les dossiers de candidature constitués d'un curriculum vitae, d'une lettre de motivation et du dernier arrêté précisant corps, grade et échelon, doivent être adressés par courriel exclusivement à :</p> <p>Awa NDOUR, chef du secteur achats et marchés publics – Tél. : 05.55.12.04.24 – awa.ndour@asp-public.fr</p> <p>Jean-Michel DOUCET, Directeur adjoint Juridique, Logistique et Patrimoine – Tél. : 05.55.12.03.68 – jean-michel.doucet@asp-public.fr</p> <p>Carole BEYSSAC, DRH/SEEC Conseillère mobilité carrière – Tél : 05.55.12.00.87 - carole.beyssac@asp-public.fr</p> <p>La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 28 juin 2019.</p>	

Poste :
Chargé-e de projet filières

Famille professionnelle CGET : animation et développement des territoires

Emploi type, fiche de poste de référence CGET : développeur territorial

Date de publication	03/06/2019
Auprès	Direction du développement des capacités des territoires Pôle des systèmes territoriaux Commissaire à l'aménagement, au développement et à la protection du Massif central
Lieu de travail	Clermont-Ferrand
Catégorie / statut	A Agent titulaire ou contractuel - Il sera retenu exclusivement les candidats susceptibles d'être mis à disposition du CGET par leur administration d'origine
Corps / groupe de fonction	Ingénieur, Attaché ou cadre d'emploi équivalent
Positionnement hiérarchique	N+1 : commissaire du massif N+2 : directrice du développement des capacités des territoires

Mission du service et composition

Le commissariat à l'aménagement, au développement et à la protection du Massif central est une structure composée de 9 agents : un Commissaire de massif, un commissaire-adjoint, de 5 chargés de missions, 1 gestionnaire et 1 assistante.

Le commissariat est rattaché hiérarchiquement à la direction du développement des capacités des territoires et fonctionnellement au Préfet coordonnateur du massif du Massif central, Préfet de la région Auvergne Rhône Alpes.

Le commissariat a pour mission de mettre en œuvre et piloter la politique de massif : coordonner les politiques de lutte contre les inégalités territoriales et le développement des capacités des territoires sur le périmètre du Massif des Alpes qui comprend 4 régions (Auvergne-Rhône-Alpes, Occitanie, Nouvelle Aquitaine et Bourgogne-Franche-Comté) et 22 départements. Il travaille de façon partenariale avec les collectivités territoriales et les services déconcentrés de l'Etat.

Le CGET a vocation à intégrer en 2020 la future Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

Missions caractéristiques du poste

Le chargé de mission aura pour mission l'appui aux filières emblématiques et traditionnelles du Massif central, notamment le bois, la pierre, la mécanique.

L'objectif est la création de chaînes de valeur sur le massif par l'innovation, la clusterisation et le transfert d'expériences.

L'appui s'entend en termes d'ingénierie, d'animation, de mise en réseau.

Activités	Niveau de déploiement	
	Occasionnel	En continu
Impulser et mobiliser des réseaux d'acteurs pour mettre en place des partenariats publics et privés à différentes échelles territoriales dans le massif et favoriser l'émergence de projets		X
Participer à l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie de développement du territoire (schéma de massif, convention interrégionale, plan d'actions...).		X
Animer les travaux du comité de massif, des commissions et des groupes de travail en lien avec la thématique	X	
Impulser, accompagner et diffuser des expérimentations locales		X
Assurer la coordination technique des services de l'Etat, des collectivités territoriales et des autres partenaires		X
Appuyer et conseiller les acteurs en matière d'ingénierie de projet		X
Assurer le suivi des dossiers, en appui du commissaire adjoint, pour les instances de programmation et de suivi		X
Porter à connaissance, appuyer et conseiller le commissaire et le commissaire adjoint sur la thématique dont il est en charge		X

Savoirs formalisés requis (Connaissances et savoirs techniques)	Niveau de qualification			
	Initiation	Pratique	Maitrise	Expertise
Connaissance des services de l'Etat, des Régions et des Départements et de l'organisation administrative française				X
Connaissance du monde de l'entreprise et des entrepreneurs			X	
Pratique de l'animation				X
Analyse économique de projet			X	
Pratique des outils et méthodes du développement local				X
Pratique de l'ingénierie financière			X	
Conduite de projet				X

Savoirs d'action requis (Savoir-faire et savoirs d'expérience)	Niveau de qualification			
	Initiation	Pratique	Maitrise	Expertise
Autonomie et sens de l'initiative				X
Capacité de négociation			X	
Goût pour le développement endogène des territoires				X
Habitude de travail en réseau				X
Ouverture d'esprit et créativité				X
Disponibilité et engagement				X
Résistance au stress			X	

Réseau relationnel	Niveau de sollicitation	
	Occasionnel	En continu
Collectivités territoriales		X
Consulaires		X
Institutionnels		X
Porteurs de projets		X

Formation (diplômes, certificats...)	-
Expérience (ancienneté, qualifications...)	Expérience significative au sein d'une filière ou dans le développement territorial Expérience en matière d'animation de projets
Conditions particulières d'exercice	Très grande disponibilité Grande mobilité (déplacement sur les 22 départements)

Personnes à contacter et modalités d'envoi des candidatures

Frédérique GOMEZ
Commissaire à l'aménagement au développement et à la protection du Massif Central
04 73 98 62 80

Christian TOURNADRE
Commissaire adjoint à l'aménagement au développement et à la protection du Massif Central
04 73 98 62 93

Wassila MERIDJI
Gestionnaire RH
Bureau des ressources humaines et de la masse salariale
01 85 58 63 03

Candidatures (CV + lettre de motivation) à adresser par mail à :
CGETrecrutement@cget.gouv.fr jusqu'au **02 Juillet 2019** inclus



Le CGET est engagé dans une politique active en faveur de la diversité, de l'égalité professionnelle et du handicap.